

AG/RES. 1643 (XXIX-O/99)

PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION SUR LA SÉCURITÉ
CONTINENTALE ÉTABLI DANS LA PERSPECTIVE DES PRÉPARATIFS DE LA
CONFÉRENCE SPÉCIALE
SUR LA SÉCURITÉ

(Résolution adoptée à la première séance plénière
tenue le 7 juin 1999)

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE,

VU le rapport annuel du Conseil permanent (AG/doc.3839/99), et en particulier, le chapitre qui traite du rapport de la Commission sur la sécurité continentale (CP/CSH-214/99) qui inclut le "Programme de travail de la Commission sur la sécurité continentale établi dans la perspective des préparatifs de la Conférence spéciale sur la sécurité";

AYANT PRÉSENT À L'ESPRIT que selon l'article 2 de la Charte de l'Organisation des États Américains (OEA), l'un des objectifs fondamentaux de l'Organisation est de garantir la paix et la sécurité dans le Continent américain;

RAPPELANT ses résolutions AG/RES. 1121 (XXI-O/91) et AG/RES. 1123 (XXI-O/91) sur le renforcement de la paix et de la sécurité dans le Continent américain, et ses résolutions AG/RES. 1179 (XXII-O/92), AG/RES. 1237 (XXIII-O/93), AG/RES. 1284 (XXIV-O/94), AG/RES. 1288 (XXIV-O/94), AG/RES. 1353 (XXV-O/95), AG/RES. 1409 (XXVI-O/96), AG/RES. 1494 (XXVII-O/97) et AG/RES. 1566 (XXVIII-O/98) sur les mesures d'encouragement de la confiance et de la sécurité;

RAPPELANT ÉGALEMENT que les Chefs d'État et de gouvernement réunis au Deuxième Sommet des Amériques ont chargé la Commission sur la sécurité continentale "d'analyser la signification, la portée et les conséquences pour le Continent américain des concepts internationaux de sécurité, afin d'élaborer des approches communes les plus appropriées pour en gérer les divers aspects, y compris le désarmement et le contrôle des armements", et de "préciser les moyens à prendre pour revitaliser et renforcer les institutions du Système américain liées aux divers aspects de la sécurité continentale", dans la perspective de la réalisation, dès l'achèvement de ce processus, d'une Conférence spéciale sur la sécurité, dans le cadre de l'OEA, qui se tiendrait au plus tard au début de la prochaine décennie;

RAPPELANT EN OUTRE l'apport du "Forum sur l'avenir de la sécurité internationale dans le Continent américain" organisé par le Gouvernement du Chili avec l'appui du Gouvernement des États-Unis et du Secrétariat général, qui s'est tenu au siège de

l'Organisation les 19 et 20 avril 1999, au cours duquel des universitaires et des experts des États membres ont échangé leurs points de vue sur les questions de sécurité continentale;

NOTANT AVEC SATISFACTION la Réunion spéciale de la Commission sur la sécurité continentale tenue les 20 et 21 avril 1999, à laquelle ont participé des experts des États membres, et dont l'objectif était de conduire une analyse sur la signification, la portée, et l'envergure des concepts de sécurité internationale dans le Continent américain, et de préciser les moyens de revitaliser et de renforcer les institutions du Système interaméricain liées aux divers aspects de la sécurité continentale, ainsi que des contributions offertes par écrit par les États membres comme la Bolivie (CP/CSH-163/99) et le Canada (CP/CSH-216/99) à ce processus,

DÉCIDE:

1. De charger le Secrétariat général d'élaborer ou d'actualiser, selon le cas, celles qui existent déjà, sur l'état du Traité interaméricain d'assistance mutuelle (TIAM), et sur l'Organisation interaméricaine de défense (JID); de compiler les instruments juridiques relatifs au Système interaméricain et liés aux différents aspects de la sécurité continentale, et de soumettre ces études au Conseil permanent au plus tard le 15 novembre 1999.
2. De charger le Secrétariat général de dresser un inventaire actualisé de la participation des États membres de l'Organisation des États Américains (OEA) aux accords multilatéraux en matière de désarmement et de contrôle des armements, et de faire appel à cet effet à la coopération des Nations Unies.
3. D'exhorter les États membres à continuer à faire connaître leurs critères et points de vue sur les suites données aux mandats énoncés par le Deuxième Sommet des Amériques à l'intention de la Commission sur la sécurité continentale conformément à la résolution AG/RES. 1566 (XXVIII-O/98), et en particulier ceux qui portent sur les questions soulignées au paragraphe 1 ci-dessus du dispositif.
4. De prier instamment les États membres de promouvoir la tenue de forums universitaires avec la participation d'experts, ainsi que d'autres forums non gouvernementaux afin d'avancer sur la voie de l'analyse et de la discussion de tous les aspects de la sécurité internationale dans le Continent américain.
5. De demander aux États membres de communiquer au Conseil permanent tout renseignement qu'ils jugent pertinent sur l'application des accords de sécurité sous-régionaux et bilatéraux auxquels ils sont parties, pour qu'ils puissent contribuer au processus d'analyse de la sécurité continentale, y compris au niveau sous-régional.
6. De demander au Conseil permanent d'étudier, par l'intermédiaire de la Commission sur la sécurité continentale, les problèmes et les risques qui se posent pour la

paix et la sécurité dans le Continent américain, ainsi que la prévention et le règlement des différends.

7. De charger le Conseil permanent de tenir, par l'entremise de la Commission sur la sécurité continentale, une ou deux réunions spéciales avec la participation d'experts des États membres pour qu'ils continuent à concevoir des approches communes mieux adaptées qui permettent d'aborder les divers aspects de la sécurité internationale dans le Continent américain, en tenant compte des antécédents présentés dans les études et communications mentionnées aux paragraphes 1, 2, 3, 5 et 6 ci-dessus, selon le cas, afin d'avancer, une fois achevées ces tâches, sur la voie des préparatifs de la Conférence spéciale sur la sécurité.

8. De demander au Conseil permanent de mener les activités visées dans la présente résolution en fonction des ressources qui ont été allouées à ce titre dans le Programme-budget, ainsi que d'autres ressources.

9. De demander au Conseil permanent de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trentième Session ordinaire, sur la mise en œuvre de la présente résolution.